

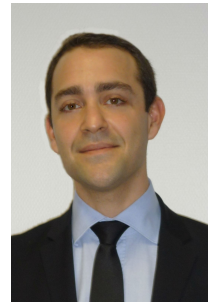
Jean-Baptiste PERRIER

Agrégé de droit privé et de sciences criminelles

Professeur à Aix-Marseille Université

Directeur de l'Institut de sciences pénales et de criminologie

jean-baptiste.perrier@univ-amu.fr



QUALITES ET DIPLOMES

- 2017 - ... : **Professeur à Aix-Marseille Université**
- 2015 - 2017 : Professeur à l'Université d'Auvergne.
- 2015 (juin) : Lauréat du Premier concours d'agrégation pour le recrutement des professeurs d'université – Droit privé et sciences criminelles (classement 13^{ème}).
- 2013 - 2015 : Maître de conférences à l'Université d'Auvergne (*début des fonctions : 1^{er} sept. 2013*).
- 2013 (février) : Qualification aux fonctions de maître de conférences, section 01.
- 2012 : Doctorat en droit privé et sciences criminelles à l'Université d'Aix-Marseille.

Thèse portant sur « **La transaction en matière pénale** », soutenue le 4 décembre 2012, mention très honorable, félicitations du jury (autorisation de publication et autorisation de concourir pour l'obtention d'un prix). Jury : Philippe Bonfils, Sylvie Cimamonti (directeur de recherche), Serge Guinchard (rapporteur), Jocelyne Leblois-Happe (rapporteur) et Blandine Mallet-Bricout.

RESPONSABILITES ET ACTIVITES SCIENTIFIQUES

- **Directeur de l'Institut de sciences pénales et de criminologie**, Aix-Marseille Université (oct. 2017 - ...).
- Directeur du Master « Sécurité intérieure », Aix-Marseille Université (sept. 2015 - ...).
- Assesseur auprès du Doyen de la Faculté de droit et de science politique en charge de la recherche (janv. 2021 - ...)
- Directeur du Diplôme universitaire « Sciences pénales et criminologiques », Aix-Marseille Université (oct. 2017 - ...).
- Directeur du « Criminal sciences certificate », Aix-Marseille Université (sept. 2019 - ...).
- Directeur du « Certificat de pratique pénale », Aix-Marseille Université (sept. 2019 - ...).
- *Chargé de mission « Numérique et innovations pédagogiques » auprès du Doyen (sept. 2017 – août 2019)*
- **Directeur de la recherche de l'Ecole de droit de l'Université d'Auvergne** (oct. 2015 – août 2017)
- *Directeur du Centre Michel de l'Hospital (Laboratoire de recherches en sciences juridiques et politiques) EA – 4232, Université d'Auvergne (oct. 2015 - août 2017).*
- *Membre élu de la Commission de la Recherche de l'Université d'Auvergne (2013-2015).*
- Vice-Président de l'Association française de droit pénal (2020 - ...)
- *Chargé de mission auprès des jeunes pénalistes au sein de l'Association française de droit pénal (2013 – 2020).*
- Directeur scientifique des Encyclopédies Droit pénal et procédure pénale, Lexbase Editions.
- Directeur scientifique de la revue *Lexbase pénal*, revue mensuelle, Lexbase Editions.
- Directeur des *Problèmes actuels de sciences criminelles*, revue annuelle, LGDJ Lextenso.
- Responsable de la Chronique « Jurisprudence QPC en matière pénale », *RFDC*.
- Co-titulaire de la Chronique « Procédure pénale – Jurisprudence », *RPDP*.

- Co-titulaire de la « Chronique législative » RSC.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Service ayant varié selon les années

- « Procédure pénale », Licence 3, Aix-Marseille Université
- « Droit pénal international », Master 1, Aix-Marseille Université
- « Procédure pénale », Master 2 (Sciences pénales), Aix-Marseille Université
- « Droit pénal spécial », Master 2 (Sciences pénales), Aix-Marseille Université
- « Approche des problématiques sécuritaires », Master 2 (Sécurité intérieure), Aix-Marseille Université
- « Lutte contre la récidive », Master 2 (Sécurité intérieure), Aix-Marseille Université
- « Droit pénal général », DU Sciences pénales et criminologiques, Aix-Marseille Université
- « Procédure pénale », IEJ – Préparation au CRFPA, Aix-Marseille Université
- « Procédure pénale », Master 2 (Criminologie) Université Paris II – Panthéon-Assas
- « Droit de la transaction », Master 2 (MARC) Université Paris II – Panthéon-Assas
- « Procédure pénale », IEJ – Préparation au CRFPA, Université Paris Descartes
- « Droit de la preuve », IEJ – Préparation au CRFPA, Université d'Auvergne
- « Procédure pénale », IEJ – Préparation à l'ENM, Université d'Auvergne
- « Institutions juridictionnelles et administratives », Licence 1, CUFR de Mayotte

DIRECTIONS ET JURY DE THESE

▫ Directions de thèse (par année d'inscription) :

- Cyrielle Sadky, « Les sanctions disciplinaires et le principe *ne bis in idem* », Aix-Marseille Université, 2015 ; **thèse soutenue le 19 décembre 2018**
- Gameli Nouwade, « La vindicte populaire et le droit pénal », Université d'Auvergne (co-tutelle avec l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin), 2015
- Florian Engel, « Le tiers en droit processuel » (codir. : S. Cimamonti), Aix-Marseille Université, 2016
- Marine Haag, « La filiation en droit pénal » (codir. C. Siffrein-Blanc), Aix-Marseille Université, 2016
- Sara Hassenein, « Les droits fondamentaux sous l'état d'urgence, étude comparée des droits français et égyptien », Aix-Marseille Université, 2017
- Margot Chambon, « La police prédictive », Aix-Marseille Université, 2018
- Baptiste Daligaux, « L'intérêt à agir en matière pénale », Aix-Marseille Université, 2018
- Stefan Trifkovic, « Les nullités en procédure pénale », Aix-Marseille Université, 2018
- Carole-Anne Vaz-Fernandez, « L'effectivité de la présomption d'innocence », Aix-Marseille Université, 2019
- Antoine Baduel, « Les droits processuels de la personne détenue provisoirement », Aix-Marseille Université, 2020

▫ Participations à des jurys de thèse :

- Warren Azoulay, *Modéliser les décisions de comparution immédiate par apprentissage automatique*, Aix-Marseille Université, dir. S. Raout, 17 décembre 2020 (président du jury)
- Elena Olivero, *Les produits dangereux à l'égard de l'homme et le droit pénal*, Université Cote d'Azur, dir. F. Ghelfi, 11 décembre 2020 (rapporteur)

- Méryl Recotillet, *La fuite en matière pénale*, Aix-Marseille Université, dir. S. Cimamonti, 3 décembre 2020 (président du jury)
- Arnaud Lagana, *L'appréhension des violences liées à la prise d'alcool et de stupéfiants par le droit pénal*, Université Grenoble Alpes, dir. C. Ribeyre, 23 novembre 2020 (rapporteur)
- Charles-Henri Hardy, *La répression en matière fiscale en France, 1789-2019*, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1, dir. L. Ayrault, 11 décembre 2019 (rapporteur)
- Laura Pignatell, *L'émergence d'un neurodroit : contribution à l'étude de la relation entre les neurosciences et le droit*, Aix-Marseille Université, dir. S. Cimamonti et O. Oullier, 10 décembre 2019 (président du jury)
- Nicolas Ida, *La preuve devant l'Autorité des marchés financiers*, Aix-Marseille Université, dir. H. Barbier, 10 décembre 2019 (examinateur)
- Sophie Prosper, *Les réformes de l'organisation juridictionnelle à l'épreuve du droit d'accès au tribunal*, Université Paris Nanterre, dir. L. Sinopoli, 21 janvier 2019 (examinateur)
- Julia Abbou, *Les moyens de surveillance des réseaux criminels en procédure pénale – Vers un droit commun*, Université Côte d'Azur, dir. C. Courtin, 12 décembre 2018, (rapporteur)
- Alexandra Baile, *L'encadrement juridique de l'expertise pénale*, Université Côte d'Azur, dir. C. Courtin, 12 décembre 2018, (rapporteur)
- Mousa Faraj, *Typologie et analyse des discours savants et profanes sur le terrorisme*, Aix-Marseille Université, dir. S. Raoult, 10 décembre 2018, (président du jury)
- Leïla Hebbadj, *L'avenir du droit de l'enfance délinquante*, Université de Lille, dir. J.-Y. Maréchal, 27 novembre 2018, (rapporteur)
- Katuscia Alphonse-Tabert, *L'évolution du droit pénal des mineurs délinquants en Haïti*, Aix-Marseille Université, dir. Ph. Bonfils, 10 janvier 2017, (rapporteur)
- Audrey Oudoul, *L'impartialité du juge pénal*, Université d'Auvergne, dir. A. Darsonville, 5 décembre 2016.
- Camille Béraud, *Les libertés individuelles confrontées à la cybercriminalité*, Aix-Marseille Université, dir. G. Mathieu, 11 décembre 2015, (rapporteur)
- Jessica Cohen, *Droit du sport et droit pénal : recherche d'un équilibre*, Aix-Marseille Université, dir. B. Brignon, 10 décembre 2015, (rapporteur)
- Aminata Touré, *L'influence des nouvelles technologies dans l'administration de la justice pénale*, Aix-Marseille Université, dir. S. Cimamonti, 8 décembre 2015 (président du jury).

EXPERTISES

▣ Commissions et instances nationales

- Auditionné (déc. 2017) dans le cadre des Chantiers de la justice, Rapport sur « L'amélioration et la simplification de la procédure pénale », J. Beaume et F. Natali
- Auditionné (janv. 2021) dans le cadre de la Commission relative aux droits de la défense pendant l'enquête et au secret professionnel de l'avocat, présidée par D. Mattéi
- Auditionné (fév.-mars 2021) dans le cadre des travaux la Commission des lois de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels
- Expert pour la Commission Libertés et Droits de l'Homme du Conseil National des Barreaux (2021-2024)

▣ Expertises de dossiers de recherche :

- Expertises de dossiers de demande de financement pour le F.R.S.-FNRS (Fund for Scientific Research), agence belge de financement de la recherche
- Expertise du Centre de recherche sur le droit et les procédures, Université de Nice, HCERES.
- Expertise de dossiers scientifiques dans le cadre de l'appel à projets IRS 2018-2019 de l'IDEX Grenoble Communauté Université.

PARTICIPATION A DES JURYS DE CONCOURS ET DE PRIX DE THESE

▣ **Membre de jurys de concours nationaux :**

- Ecole Nationale de la Magistrature, Concours complémentaire, sessions 2016, 2017 et 2018.

▣ **Membre de jurys de prix de thèse :**

- Prix de thèse de l'Ecole nationale de la Magistrature, années 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020.

- Prix Emile Garçon, Association française de droit pénal, années 2015, 2016, 2017, 2018, 2019.

- Prix Uniterranée, Association des juristes méditerranéens pour le droit, 2016.

- Prix Vendôme du Ministère de la justice et de la mission GIP Droit et justice, année 2018.

- Prix Joinet, Institut français pour la justice et la démocratie, années 2019, 2020.

OUVRAGES

▣ ***La transaction en matière pénale***

Préface Sylvie CIMAMONTI, L.G.D.J., Bibliothèque de sciences criminelles, Tome 61, 2014.

Prix Vendôme du Ministère de la Justice et de la Mission Droit et Justice

Prix Merle de l'Académie de législation

Prix de l'Université d'Aix-Marseille

Premier prix de thèse de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence

▣ ***La garde à vue et l'audition libre***, (J.-B. PERRIER et B. REBSTOCK), Lextenso, coll. Guides Pratiques, 2020.

▣ ***Les enjeux de la déjudiciarisation***, (dir. J.-B. PERRIER et S. CIMAMONTI), rapport remis à la mission GIP Droit et justice, LGDJ-Lextenso, 2019.

▣ ***Le droit pénal et l'éthique des affaires***, (dir. J.-B. PERRIER), Actes du colloque du 18 mars 2016, LGDJ, coll. Centre Michel de l'Hospital, Tome 13, 2018.

▣ ***L'audition libre – De la pratique à la réforme***, (ouvrage collectif, dir. J.-B. PERRIER), Lextenso, hors coll., 2017.

▣ ***Soins et privation de liberté***, (dir. J.-B. PERRIER), Actes du colloque du 4 avril 2014, Clermont-Ferrand, LGDJ, coll. Centre Michel de l'Hospital, Tome 10, 2015.

▣ ***La lutte contre le terrorisme dans le droit et la jurisprudence de l'Union européenne***, (Ouvrage publié à l'issue de la recherche portant sur ce thème, pour la mission Droit et justice, en codirection avec Sylvie CIMAMONTI Nicolas CATELAN) PUAM, 2014

▣ ***La garde à vue : de la réforme à la pratique***, (co-dir. M. GIACOPELLI), Actes du colloque d'Aix-en-Provence du 17 mars 2012, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2013.

▣ ***La question prioritaire de constitutionnalité***, (préface J.-L. DEBRÉ), PUAM, 2011.

INTERVENTIONS

Dans la présente liste, l'organisation ou la coorganisation du colloque est soulignée

Colloques et congrès internationaux

▣ « New technologies and teaching in criminology », intervention lors du XIXth World Congress of Criminology, Doha, 27-31 octobre 2019.

▣ « Psychological violence and moral préjudice », intervention lors du XXXVIth Congress on Law and Mental Health, Rome, 21-26 juillet 2019.

▣ « Blockchain et droit pénal », intervention lors du *workshop* « Blockchain », Universidade de Brasilia, 9-11 avril 2019.

▣ « Monitoring dangerous criminals », intervention lors du XXXVth Congress on Law and Mental Health, Prague, 13-19 juillet 2017.

- « La complémentarité des systèmes de protection des droits et libertés fondamentaux », intervention lors du colloque « Les droits et libertés fondamentaux dans un monde changeant », Sidi Bel Abbès, Algérie, 22 mars 2016.
- « The French judge faced to involuntary hospitalization », intervention lors du XXXIVth Congress on Law and Mental Health, Vienne, 12-18 juillet 2015.
- « L'avenir de la peine dans la pensée pénale française et les prémisses de la réforme pénale », intervention lors de la Journée d'études « L'avenir de la peine dans la pensée pénale », Université de Béjaïa (Algérie), 22 avril 2013.
- « Les droits des victimes face aux alternatives aux poursuites et face aux modes accélérés d'exercice des poursuites », intervention au colloque « Les droits de la victime dans la législation pénale », Université de Tébessa (Algérie), 30 et 31 octobre 2012.

Colloques et congrès nationaux

- « Droit de l'environnement et enjeux de droit pénal général », intervention lors du Cycle de la Cour de cassation le 8 février 2021.
- « Quelle place pour le sexisme dans la loi pénale », intervention lors du colloque « La loi Schiappa contre les violences sexuelles et sexistes, deux ans et demi après, où en est-on ? », Université Paris 2 Panthéon-Assas, 29 janvier 2021.
- « La convention judiciaire d'intérêt public écologique », intervention lors de la semaine de débats « Justice pour l'environnement », Mission GIP Droit et justice, 7 octobre 2020.
- « L'avenir de la QPC en matière pénale », intervention lors de la journée d'étude organisée à Aix-en-Provence le 9 juin 2020.
- « Gravité et dangerosité », intervention lors du Congrès de l'AFDP, « Gravité », Université de Lille, 5-6 mars 2020.
- « Le procès environnemental devant le juge pénal », intervention lors du colloque « Le procès environnemental », Cour de cassation, 21 octobre 2019.
- « Une simplification au service de l'action publique », intervention lors du colloque « La simplification de la justice pénale », Université de Nanterre, 9 octobre 2019.
- « Le rôle du parquet dans les alternatives aux poursuites », intervention lors du colloque « Les mutations du parquet », Université Clermont-Auvergne, 4 octobre 2019, *Lexbase pénal*, 2019, n° 1501BYA.
- « La négociation de la sanction pénale », intervention lors du colloque « Variations autour de la sanction pénale », Aix-Marseille Université, 26 septembre 2019.
- « Les alternatives aux poursuites : moins de solennité, plus d'efficacité ? », intervention lors du colloque « La justice pénale hors les murs », Université Paris 2 - Panthéon Assas, 12 septembre 2019.
- « Propos conclusifs », lors du colloque « Les enjeux de la déjudiciarisation », Cour de cassation, 7 juin 2019.
- « La séparation des pouvoirs en procédure pénale. Regard du juriste », intervention lors du colloque « Les mutations de la procédure pénale », Université Rennes I, 25-26 avril 2019.
- « Où trouver justice ? », intervention lors du colloque « Et si on parlait du justiciable du 21^e siècle ? », Tribunal de Paris, 8 février 2019, publié aux éditions Dalloz 2019.
- « La Cour de cassation et l'évolution de la matière pénale », conférence à Aix-en-Provence avec le Président Christophe Soulard, 12 octobre 2018
- « L'autorité de la chose transigée », intervention lors du colloque « Le renouvellement de l'autorité de la chose jugée », Clermont-Ferrand, 4 octobre 2018.

- « Le dualisme juridictionnel : vieille controverse ou nouveaux enjeux », Aix-en-Provence, 25 septembre 2018
- « Les enjeux de la déjudiciarisation », intervention lors du colloque de la mission GIP Droit et justice, Paris, 5 juillet 2018
- « Poursuites alternatives et alternatives aux poursuites : la voie de la simplification de la procédure pénale ? » intervention lors du colloque « La simplification de la procédure pénale », Corte 23 mars 2018
- « Le repli des principes constitutionnels dans le champ pénal », intervention lors du colloque « Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ? », Montpellier, 19 janvier 2018
- « Le choix du juge civil ou du juge pénal en France », intervention lors du colloque « Quelles actions en justice pour l'environnement », Aix-en-Provence, 30 novembre 2017
- « La métamorphose de la procédure pénale », conférence à Aix-en-Provence avec le Professeur Jean Pradel, 28 novembre 2017
- « Les preuves numériques », intervention lors du colloque « Nouvelles technologies et justice pénale », Aix-en-Provence, 15 novembre 2017
- « La preuve remise », intervention lors du colloque « Les transformations de la preuve », Cour de cassation, 9-10 novembre 2017, publié aux éditions Lextenso.
- « Le droit pénal et la procédure pénale », intervention lors du colloque « Le non-renvoi des QPC », Clermont-Ferrand, 26-27 octobre 2017, publié aux éditions de l'Institut Varenne
- « Le droit de vote des détenus », intervention lors du colloque « La vie privée en prison », Paris II, 15 septembre 2017
- « La prescription des infractions occultes et dissimulées », intervention lors du colloque « La réforme de la prescriptin pénale », Nice, 30 juin 2017, publié aux éditions L'Harmattan, 2018, pp. 89-100.
- « L'équilibre espéré de la procédure pénale par la collégialité de l'instruction », intervention lors du colloque « Les 10 ans des lois du 5 mars 2007 », Clermont-Ferrand, 3 mars 2017
- « La répartition des compétences de droit pénal en droit comparé », intervention lors du colloque « Quelle répartition des compétences de droit pénal en Nouvelle-Calédonie », Nouméa, 24 février 2017.
- « Procédure pénale et procédures collectives », intervention lors du colloque « Les procédures pénales complexes », Aix-en-Provence, 2 décembre 2016.
- « Les pouvoirs d'enquête face au travail dissimulé », intervention lors du colloque « La lutte contre le travail dissimulé », Aix-en-Provence, 18 novembre 2016, publié dans la revue *Lexbase social*.
- « La distinction culpabilité/imputabilité », intervention lors du colloque « Faut-il rethéoriser le droit pénal ? », Orléans, 13-14 octobre 2016, publié aux éditions LGDJ.
- « Histoire et analyses des politiques de prévention de la délinquance », intervention lors du colloque « La prévention de la délinquance en Nouvelle-Calédonie », Nouméa, 23-24 juin 2016.
- « La procédure pénale à la carte », intervention lors du colloque « Défendre sous les lois d'exception », Syndicat des avocats de France, Marseille, 14-15 mai 2016.
- « L'eupéanisation de la procédure pénale », intervention lors du colloque « La désécialisation de la procédure pénale », Nancy, 25 mars 2016.
- « Le droit pénal et le droit de la concurrence », intervention lors du colloque « Le droit pénal et l'éthique des affaires », avec le Professeur Jean-Christophe Roda), Clermont-Ferrand, 18 mars 2016.
- « Le sens de la peine », intervention lors du colloque « Mythologie et droit », Clermont-Ferrand, 10 mars 2016.

- « Synthèse des débats », rapport lors du colloque « Le code de la sécurité intérieure, trois ans après : artisan d'un nouvel ordre ou semeur de désordre ? », Paris, Ecole militaire, 22 janvier 2016.
- « La réparation transactionnelle du préjudice écologique », intervention lors du colloque « Le préjudice écologique en droit comparé », Aix-en-Provence, 15 décembre 2015
- « Quelle déjudiciarisation : transactions ou autorités indépendantes », intervention lors du colloque « Le droit pénal des affaires : actualités et avenir », Aix-en-Provence, 27 novembre 2015.
- « Victime, alternatives aux poursuites et poursuites alternatives », in *La victime de l'infraction pénale* (dir. C. RIBEYRE), Actes du Congrès de l'Association française de droit pénal, Grenoble, 15-16 octobre 2015, Dalloz, 2016, pp. 171-182.
- « La liberté d'expression de l'avocat », intervention lors du colloque « Actualités de la liberté d'expression – La défense d'une liberté, entre protection des secrets et sanction des excès », Clermont-Ferrand, 1^{er} octobre 2015.
- « L'accès au droit des personnes détenues », intervention lors du colloque « De l'accès au droit à l'exercice de la citoyenneté », Clermont-Ferrand, 24-25 septembre 2015.
- « La procédure pénale au service de la répression », in *A qui profite le droit ?*, Actes du colloque du 26 mars 2015, Clermont-Ferrand, LGDJ.
- « La victime face aux alternatives aux poursuites », intervention lors du colloque « Le juge pénal et l'indemnisation de la victime », Clermont-Ferrand, 20 mars 2015.
- « La réparation de l'erreur judiciaire », in *L'erreur judiciaire*, (dir. X. PIN), Actes du colloque des 20-21 novembre 2014, Université Jean Moulin – Lyon III.
- « La jurisprudence en droit pénal », in *Faut-il régénéraliser le droit pénal*, (dir. G. BEAUSSONIE), Actes du colloque des 6-7 novembre 2014, Tours, LGDJ.
- « L'innovation en matière de preuve : les neurosciences et le procès pénal », in *L'innovation à l'épreuve de la mondialisation*, (dir. P.-D. CERVETTI), Actes du colloque du 11 avril 2014, Aix-en-Provence, PUAM, pp. 173-186.
- « La limite à la liberté d'expression du dessinateur de presse : l'infraction pénale », intervention lors de la Journée inaugurale « Cartooning for peace », Université d'Auvergne, 28 janvier 2014.
- « La Cour de Cassation et la constitutionnalisation du droit répressif », intervention lors du colloque « La Cour de cassation et la Constitution », Grand'chambre de la Cour de cassation, 27 septembre 2013.
- « La gratuité des éléments du corps humain », intervention lors du colloque « La gratuité », Aix-en-Provence, 28 mars 2013
- « La QPC en matière pénale », intervention lors des « Rencontres du droit privé et des sciences criminelles », Aix-en-Provence, 14 décembre 2012.
- « L'exigence d'une réforme », intervention au colloque « La garde à vue : de la réforme à la pratique », Institut de sciences pénales et de criminologie, Aix-en-Provence, 17 mars 2012.
- « La Cour de cassation face à la question prioritaire de constitutionnalité : premières réflexions », intervention au colloque « La question prioritaire de constitutionnalité, premiers bilans », Institut Louis Favoreu et Communauté du Pays d'Aix-en-Provence, 26 novembre 2010.
- « Les droits du prévenu face au mode alternatifs et accélérés d'exercice des poursuites », Cycle de conférences du CRMP, Aix-en-Provence, 8 décembre 2009.

PUBLICATIONS

ENCYCLOPÉDIES ET RÉPERTOIRES :

- « Secret des sources », fasc. 314, *J-Cl. Communication*, 2020.
- « Lanceur d’alertes – Art. 122-9 », fasc. 20, *J-Cl. Pénal Code*, 2019.
- « L’opportunité des poursuites », Procédure pénale, Lexbase, 2019.
- « La procédure dérogatoire liée à la criminalité et à la délinquance organisées », Procédure pénale, Lexbase 2019.
- « L’exercice de l’action publique », Procédure pénale, Lexbase, 2019.
- « La conformité de la loi pénale », Droit pénal général, Lexbase, 2018.
- « Le suivi socio-judiciaire », Droit pénal général, Lexbase, 2018.
- « Règlement des juges », *Rép. dr. pén.* Dalloz, 2017.
- « Grâces – Art. 133-6 et 133-7 », fasc. 20, *J-Cl. Pénal Code*, 2016.
- « Menaces », *Rép. dr. pén.* Dalloz, 2015.
- « Médiation pénale », *Rép. dr. pén.* Dalloz, 2013.

CHAPITRES D’OUVRAGE

- « Le droit à la sûreté », in *Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté*, dir. E. Gallardo et M. Giacomelli, LexisNexis, hors coll., 2020.
- « Le couple en droit pénal », in *Légalité, légitimité, licéité : regards contemporains, Mélanges en l’honneur du Professeur Jean-François Seuic*, PUL, 2018, pp. 551 à 562.
- « Droit pénal et droit de la concurrence », in *Le droit pénal et l’éthique des affaires*, LGDJ, coll. Centre Michel de l’Hôpital, Tome 13, 2018.
- « La chambre criminelle et la Constitution », in *Mélanges en l’honneur du Professeur Dominique Turpin*, LGDJ, 2017, pp. 551 à 562.
- « La diffusion du droit à la sûreté », in *Les droits fondamentaux des personnes privées de libertés*, dir. M. Giacomelli, Mare & Martin, 2016, pp. 49-76.
- « La croyance », in *Recueil de leçons de 24 heures – Agrégation de droit privé et de sciences criminelles 2015*, Lextenso-LGDJ éditions, 2015, pp. 263-275.
- « Le juge judiciaire et l’hospitalisation sans consentement », in *Soins et privation de liberté*, LGDJ, coll. Centre Michel de l’Hôpital, Tome 10, 2015.
- « Perspectives européennes : l’avenir de la justice pénale et l’Union européenne », co-écrit avec le Pr. Sylvie Cimamonti, *Problèmes actuels de sciences criminelles*, vol. XXIV, 2013, pp. 139-162.
- « La QPC et la matière pénale : de la concurrence à la complémentarité des mécanismes de protection des droits fondamentaux », in *La question prioritaire de constitutionnalité*, PUAM, 2011, pp. 245-277.

ARTICLES

- « Statistiques et habitudes judiciaires », *AJ Pénal* 2021, pp. 53-56.
- « La justice pénale reconfinée », *Gaz. Pal.* 8 déc. 2020, p. 18.
- « Réflexions communes sur la QPC en matière pénale », coécrit avec M. Bouchet dans le cadre du groupe de travail sur la QPC en matière pénale, *Droit pénal* 2020, étude 31.
- « Vers l’état d’urgence permanent », *Recueil Dalloz* 2020, p. 1512.
- « Le droit pénal du danger », *Recueil Dalloz* 2020, p. 937.
- « La procédure pénale en urgence sanitaire », *Gaz. Pal.* 31 mars 2020, p. 18.
- « La convention judiciaire pour les infractions environnementales : vers une *compliance* environnementale », *Recueil Dalloz* 2020, p. 396.

- « Les (r)évolutions de la procédure pénale », *Recueil Dalloz* 2019, pp. 1061-1068.
- « L'évolution de l'enquête pénale », *Lexbase pénal* 2019, n° N0323BYM.
- « Le juge des libertés et de la détention et l'hospitalisation sans consentement », *AJ Pénal* 2019, pp. 124-127.
- « La QPC et la garantie des droits et libertés en matière pénale », *AJ Pénal* 2018, pp. 391-394.
- « La procédure pénale mise en chantier », *Recueil Dalloz* 2018, pp. 1027-1032.
- « La loi renforçant la lutte contre le terrorisme et l'atteinte à l'Etat de droit », *Recueil Dalloz* 2018, pp. 24-32.
- « La répression des infractions environnementales », *Energie, environnement, infrastructures* 2017, dossier 32.
- « Le juge judiciaire et l'état d'urgence », *RFDA* 2017, pp. 949 à 957.
- « Les pouvoirs des enquêteurs face au travail dissimulé », *Lexbase Hebdo social*, 2017, n° 695.
- « Les délais au cours de l'instruction », *AJ Pénal*, 2017, pp. 158 à 163.
- « L'essentiel et le détail de la réforme de la prescription en matière pénale », *Recueil Dalloz* 2017, pp. 713 à 714.
- « Composition des cours d'assises et criminalité organisée », *Recueil Dalloz*, 2017, p. 448.
- « Le droit pénal préventif et l'anticipation de la répression », *Revue de droit d'Assas* 2017, pp. 173-180.
- « La justice pénale du XXIème siècle », *Droit pénal*, 2017, étude 2.
- « Le contentieux de la criminalité organisée », *Lexbase Hebdo* 2017, n° 682, 683 et 684 (publié en 3 parties).
- « Les garanties de la procédure pénale dans la loi du 3 juin 2016 : entre illusion(s) et désillusion(s) », *Recueil Dalloz*, 2016, pp. 2134 à 2140.
- « Transaction pénale et corruption : entre pragmatisme et dogmatisme », *Recueil Dalloz*, 2016, pp. 1318-1319.
- « Perquisitions et administration », *AJ Pénal*, 2016, pp. 242-246.
- « L'information de l'Administration par l'autorité judiciaire et la protection des mineurs », *Droit pénal*, 2016, étude 10.
- « Décret relatif à la transaction pénale : entre déception(s) et consolation », *Recueil Dalloz*, 2016, pp. 135-136.
- « Réflexions et perspectives sur la transaction en matière pénale », *AJ Pénal*, 2015, pp. 474-477.
- « La transaction pénale de l'article 41-1-1 du code de procédure pénale », *Bulletin d'Aix*, 2015, pp. 57-65.
- « La transaction pénale de l'article 41-1-1 du code de procédure pénale. Bonne idée ou outil dangereux ? », *Recueil Dalloz*, 2014, p. 2182-2183.
- « Europe(s) versus Constitution : la hiérarchie des normes et la protection des droits fondamentaux en matière pénale », *Europe*, 2014, étude 8.
- « La transposition tardive de la notification du droit du suspect libre à l'assistance d'un avocat », *Recueil Dalloz*, 2014, p. 1160-1161.
- « Progrès et regrets concernant le droit à l'information en matière de transaction pénale », *Recueil Dalloz*, 2014, p. 998-999 .
- « La gratuité des éléments du corps humain », *RLDC*, 2013, 5234.
- « Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par la Cour de cassation », *RFDA*, 2011, pp. 711-722.

- « Le contrôle de l'interprétation jurisprudentielle des dispositions législatives : épilogue et retour au dialogue ? », *Procédures*, 2011, focus 37.
- « Regards croisés sur la réforme de la garde à vue : un projet insuffisant et des attentes insatisfaites », co-écrit avec Me Denis Fayolle, *Gaz. Pal.*, 8 février 2011, pp. 8-10.
- « La Cour de cassation face à la question prioritaire de constitutionnalité : de la réticence à la diligence », *RFDC*, 2010, n° 84, pp. 793-809.
- « La CJUE et la QPC : entre primauté et priorité », *LPA*, 30 août 2010, pp. 9-14.
- « L'avocat face à la question prioritaire de constitutionnalité : enjeux d'une pratique professionnelle », *AJ Pénal*, 2010, pp. 122-126.
- « Le droit pénal face à la question prioritaire de constitutionnalité », *RPDP*, 2010, pp. 33-41.
- « Le délai d'appel du procureur général face au principe d'égalité des armes : A propos de l'article 73 de la loi pénitentiaire », *Gaz. Pal.*, 10 décembre 2009, pp. 6-9.
- « Le secret professionnel de l'avocat et la transposition de la troisième directive anti-blanchiment », *Gaz. Pal.*, 24 septembre 2009, pp. 2-8.

EDITO

- « La doctrine pénale et le Ministère de la justice », *Lexbase Pénal* 2021, n° N6585BYK.
- « La déprogrammation de la recherche », *AJ pénal* 2021, p. 57.
- « Les oiseaux asociaux », *Recueil Dalloz* 2020, p. 1289.
- « Les oiseaux sociaux », *Recueil Dalloz* 2020, p. 1169.
- « Mélange des genres », *Lexbase Pénal* 2020, n° N4104BYN
- « Robes et blouses », *Recueil Dalloz* 2020, p. 329.
- « Décennies », *Lexbase Pénal* 2020, n° N1910BYE.
- « Les moutons et l'immigration », *Recueil Dalloz* 2019, p. 2401.
- « Maux mêlés », *Lexbase Pénal* 2019, n° N9872BXW.
- « L'étable et la démocratie », *Recueil Dalloz* 2019, p. 481.
- « Le sondage en abîme », *Recueil Dalloz* 2019, p. 121.
- « 71 061 », *Lexbase Pénal* 2019, n° N7266BXE.
- « Les animaux et l'égalité des sexes », *Recueil Dalloz* 2018, p. 1961.
- « Humanité et fermeture », *Recueil Dalloz* 2018, p. 1641.
- « Vacances croisées », *Lexbase Pénal* 2018, n° N4963BX4.
- « Justice en boîte », *Recueil Dalloz* 2018, p. 505.
- « Calculs de crise », *Recueil Dalloz* 2017, p. 2249.
- « La morale des troupes », *Recueil Dalloz* 2017, p. 1705.
- « Pénibles campagnes », *Recueil Dalloz* 2017, p. 1041.
- « Une opinion parmi d'autres », *Recueil Dalloz*, 2017, p. 449.

NOTES (PRINCIPALES) :

- « Dignité et détention provisoire », note sous Crim. 8 juil. 2020 et Cons. const. 2 oct. 2020, *RFDA* 2021, pp. 87-96.
- « L'honneur de l'équilibriste. La chambre criminelle face à la prolongation sans juge de la détention provisoire », note sous Crim. 26 mai 2020, *Recueil Dalloz* 2020, p. 1274-1279.

- « Le Conseil constitutionnel et les difficultés et coûts évités par la visioconférence », note sous CC, 20 sept. 2019, 2019-802 QPC, *AJ Pénal* 2019, pp. 600-604.
- « La constitutionnalité des règles relatives à la prescription des infractions continues », note sous CC, 24 mai 2019, 2019-785 QPC, *Recueil Dalloz* 2018, pp. 1815-1819.
- « Les juges d'appel face à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité », note sous Crim. 16 avril 2019, *JCP G* 2019, pp. 1135-1137.
- « La présomption d'innocence et la motivation de la détention provisoire », note sous Crim. 11 décembre 2018, *JCP G* 2019, 137.
- « La diffusion de la motivation des peines : de la Constitution aux contraventions », note sous Crim. 30 mai 2018, *AJ Pénal* 2018, p. 407-410.
- « Le plan Vigipirate, l'état d'urgence et l'insuffisante justification des contrôles d'identité », note sous Civ. 1^{re}, 13 septembre 2017, *JCP G* 2017, pp. 2162-2164.
- « Le fair play de la preuve pénale », note sous Crim. 11 juillet 2017, *AJ Pénal* 2017, pp. 436 à 439.
- « La transaction pénale et les apports du Conseil d'Etat », note sous CE, 24 mai 2017, *Recueil Dalloz* 2017, pp. 1744 à 1748.
- « L'entreprise individuelle terroriste et les axiomes du Conseil constitutionnel » (co-écrit avec N. Catelan), note sous Cons. constit. 7 avril 2017, *Recueil Dalloz* 2017, pp. 1180 à 1184.
- « Le juge pénal et le contrôle des perquisitions administratives », note sous Crim. 28 mars 2017, *JCP G* 2017, 473.
- « La transaction pénale et les progrès du Conseil constitutionnel », note sous Cons. constit. 23 septembre 2016, *Recueil Dalloz*, 2016, pp. 2545 à 2549.
- « Restitution des sommes confisquées au mandataire des propriétaires de bonne foi », note sous CA Versailles, 6 juillet 2016, *JCP G*, 2016, pp. 1698-1701.
- « Les dépens et la délimitation de l'indemnisation des victimes par le Fonds de garantie », note sous Civ. 2, 9 juin 2016, *JCP G*, 2016, 921.
- « L'abus de confiance, le contrat de construction de maison individuelle et la liquidation judiciaire », note sous Crim. 6 avril 2016, *Bulletin Joly Sociétés*, 2016, pp. 421-424.
- « L'indemnisation et la nécessaire évaluation du préjudice écologique », note sous Crim. 22 mars 2016, *AJ Pénal*, 2016, p. 320-321.
- « Le négationnisme face aux droits et libertés garantis par la Constitution » (co-écrit avec E. RASCHEL), note sous Cons. constit. 8 janvier 2016, *Recueil Dalloz*, 2016, pp. 521-525.
- « Le Conseil constitutionnel, l'escroquerie en bande organisée et la garde à vue (*bi*) : la virtualité du contrôle de constitutionnalité », note sous Cons. constit. 11 décembre 2015, *AJ Pénal*, 2016, pp. 77-80.
- « L'action publique et l'exécution de la transaction pénale », note sous Cass. crim. 19 mai 2015, *D.* 2015, pp. 1983-1987.
- « L'association, le mandat de représentation et le juge pénal », note sous Cass. Crim, 20 mai 2015, *JCP G*, 2015, 831.
- « La transaction homologuée et la caution », note sous Cass. Civ. 2^{ème}, 8 janvier 2015, *JCP G*, 2015, 400.
- « La transaction pénale et l'erreur du Conseil constitutionnel », note sous Cons. constit. 26 septembre 2014, *Recueil Dalloz*, 2014, pp. 2503-2507.
- « Réflexions sur la constitutionnalité du droit d'appel limité de la partie civile », note sous Cons. constit. 31 janvier 2014, 2013-363 QPC, *RFDC*, 2014, n° 99, p. 705-709.
- « Le Conseil constitutionnel, l'escroquerie en bande organisée et la garde à vue : l'abstraction de l'inconstitutionnalité », note sous Cons. constit., 9 octobre 2014, *AJ Pénal*, 2014, pp. 574-577.

- « Regards pénalistes sur les sanctions disciplinaires du rugby – À propos de l'affaire Laporte », note sous TA Toulon, ord., 21 février 2014, *Cabiers de droit du sport*, 2014, n° 35, p. 200-209.
- « La transaction, le juge et la restriction de la liberté d'expression de l'ancien salarié », note sous Cass. Soc. 14 janvier 2014, *JCP G*, 2014, 358 ; *JCP E*, 2014, 1259.
- « Le caractère transactionnel de l'accord issu d'une médiation pénale », note sous Civ. 1, 10 avril 2013, *Recueil Dalloz*, 2013, pp. 1663-1667.
- « Nullité d'une transaction pénale en raison de l'inexistence de l'infraction : rupture et continuité », note sous Com. 11 septembre 2012, *Recueil Dalloz*, 2012, pp. 3016-3020.
- « L'absence de droit au procès pour la victime », note sous CE, 19 juillet 2011, co-écrit avec Mme Muriel Giacomelli, *Gaz. Pal.*, 13 octobre 2011, pp. 8-10.
- « Alternatives aux poursuites : l'orthodoxie juridique face à l'opportunité pratique », note sous Crim. 21 juin 2011, *Recueil Dalloz*, 2011, pp. 2349-2350.
- « D'une motivation à l'autre », note sous Cons. constit. 1^{er} avril 2011, 2011-113/115 QPC, *Recueil Dalloz*, 2011, pp. 1156-1157.
- « La constitutionnalité de la légalisation de la pratique de la double convocation en matière de CRPC », note sous Cons. constit., 10 décembre 2010, 2010-77 QPC, *AJ Pénal*, 2011, pp. 188-191.
- « La motivation des arrêts d'assises (enfin) devant le Conseil constitutionnel », note sous Crim. 19 janvier 2011, *Recueil Dalloz*, 2011, pp. 800-802.
- « La garde à vue devant le Conseil constitutionnel : une décision empreinte de pragmatisme », note sous Cons. constit., 30 juillet 2010, 2010-14/22 QPC, *AJ Pénal*, 2010, pp. 470-473.

CHRONIQUES LEGISLATIVES ET DE JURISPRUDENCE

□ Chronique « QPC en matière pénale » - *Revue Française de Droit Constitutionnel*

- 2019, n° 117 : « Délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger » (obs. sous CC, 6 juil. 2018 ; 2018-717/718, pp. 179-185) - « Les droits des personnes en détention provisoire » (obs. sous CC, 22 juin 2018, 2018-712, pp. 186-188) - « Les voies de recours lors de l'instruction : effectivité ne rime pas avec simplicité » (obs. sous CC, 18 mai 2018, 2018-705, pp. 188-190) - « Les voies de recours contre le jugement par défaut : ineffectivité rime avec inconstitutionnalité » (obs. sous CC, 8 juin 2018, 2018-712, pp. 192-194).

- 2018, n° 115 : « Intervention d'office dans un cadre limité » (obs. sous CC, 10 nov. 2017, 2017-691, pp. 663-666.) - « Fichiers des antécédents judiciaires et respect de la vie privée » (obs. sous CC, 27 oct. 2017, 2017-670 QPC, p. 656-659) - « Pas de journalistes au cours d'une perquisition » (obs. sous CC, 2 mars 2018, 2017-693 QPC, p. 650-653) - « La pénalisation de la non-coopération face au droit de ne pas s'auto-incriminer », obs. sous CC, 30 mars 2018, 2017-696 QPC, p. 647-650).

- 2018, n° 113 : « La protection de la victime et la dérogation aux principes constitutionnels » (obs. sous CC, 21 juillet 2017, 2017-645 QPC, p. 212-215) - « La non-exhaustivité de la loi pénale », obs. sous CC, 23 juin 2017, 2017-639 QPC, p. 203-205).

- 2017, n° 111 : « Tous les particularismes ne se valent pas » (obs. sous CC, 9 déc. 2016, 2016-601 QPC, pp. 742-744) - « Droit à un recours juridictionnel effectif et validité des saisies conservatoires » (obs. sous CC, 14 oct. 2016 et 18 nov. 2016, pp. 734-737) - « Le serment face au droit au silence du suspect » (obs. sous CC, 4 nov. 2016, 2016-594 QPC, pp. 732-734) - « L'exigence de légalité rappelée, la nécessité oubliée » (obs. sous CC, 24 janv. 2017, 2016-608 QPC, pp. 724-726).

- 2017, n° 109 : « Les juridictions d'outre-mer sous le feu du Conseil constitutionnel » (obs. sous CC, 1^{er} avril 2016 et 3 juin 2016, pp. 244-245) - « Réserve d'interprétation extensive en matière d'écrou extraditionnel » (obs. sous CC, 9 sept. 2016, 2016-561/562 QPC, pp. 242-244) - « Détention provisoire et droit de communiquer avec des proches » (obs. sous CC, 24 mai 2016, 2016-543 QPC, pp. 240-242) - « Egal accès aux réquisitions du procureur général devant la chambre de l'instruction »

(obs. sous CC, 16 sept. 2016, 2016-566 QPC, pp. 235-237) - « Enquête « simple » de concurrence et absence de recours contre la demande de communication de documents » (obs. sous CC, 8 juil. 2016, 2016-552 QPC, pp. 234-235) - « Visite d'un navire par les agents des douanes et absence de recours du propriétaire » (obs. sous CC, 18 mai 2016, 2016-451 QPC, pp. 233-234).

- 2016, n° 107 : « La réhabilitation judiciaire et la distinction (in)justifiée entre les peines principale et complémentaire » (obs. sous CC, 27 nov. 2015, 2015-501 QPC, pp. 717-720) - « Le Conseil constitutionnel impose la violation des règles de procédure » (obs. sous CC, 20 nov. 2015, 2015-499 QPC, pp. 710-713) - « La consécration de la protection constitutionnelle du secret du délibéré » (obs. sous CC, 4 déc. 2015, 2015-506 QPC, pp. 707-710) - « Le délit de négationnisme enfin examiné par le Conseil constitutionnel » (obs. sous CC, 8 janv. 2016, 2015-512 QPC, pp. 700-703).

- 2016, n° 105 : « Une individualisation *a minima* reste une individualisation » (obs. sous CC, 16 oct. 2015, 2015-493 QPC, pp. 172-174) - « Limites refusées s'agissant de l'exercice de l'action civile par l'association », obs. sous CC, 16 oct. 2015, 2015-492 QPC, pp. 168-170) - « Limites acceptées s'agissant du déclément de l'action publique par la victime » (obs. sous CC 24 avril 2015, 2015-461 QPC, pp. 165-167) - « Gallodromes : là où la loi distingue, il y a lieu de distinguer », obs. sous CC, 31 juil. 2015, 2015-477 QPC, pp. 161-163) - « Le Conseil constitutionnel et les critiques infondés contre l'incrimination d'Uberpop » (obs. sous CC. 22 sept. 2015, 2015-484 QPC, pp. 169-171).

- 2015, n° 101 : « Les mesures acceptées lors d'une transaction pénale ne sont pas des sanctions » (obs. sous CC, 26 sept. 2014, 2014-416 QPC, p. 213) - « Inconstitutionnalité de la caducité de l'appel de l'accusé en fuite » (obs. sous CC, 13 juin 2014, 2014-403 QPC, p. 212).

▣ « Chronique législative » - *Revue de science criminelle*

(depuis 2018, avec F. Rousseau ; 2016-2017, avec R. Parizot ; 2013-2015, avec Ph. Bonfils),

- 2020 : « Renforcement de la lutte contre les violences familiales » (pp. 426-430) - « Incivilités contraventionnelles » (pp. 430-431) - « Renforcement de la lutte contre le blanchiment » (pp. 432-433).

- 2019 : « L'immigration et la maîtrise de la solidarité » (pp. 466-469) - « La réforme du droit de la peine : tout changer pour que rien ne change » (pp. 450-461).

- 2018 : « L'encadrement des activités privées de sécurité » (pp. 536-538) - « L'adaptation au droit de l'Union européenne » (pp. 538-540) .

- 2017 : « L'adaptation des incriminations » (pp. 373-383).

- 2016 : « Le retour de l'inceste dans le code pénal » (pp. 381-384) - « Infractions dans les transports » (pp. 385-388) - « Varia » (pp. 389-382).

- 2015 : « Blanchiment » (p. 436) - « Corruption » (p. 437) - « Procédure pénale : modernisation » (pp. 451-453) - « Procédure pénale : report de la collégialité de l'instruction » (pp. 453-455).

- 2014 : « Harmonisation » (pp. 399-406) - « Hospitalisation sans consentement » (pp. 406-407).

- 2013 : « Lutte contre le blanchiment » (p. 411) - « Droit pénal de la santé » (pp. 415-417) - « Droit pénal routier » (pp. 426)

▣ Chronique « Droit pénal et procédure pénale » - *La semaine juridique – JCP G*

(sous la coordination de J.-H. Robert avec C. Claverie-Rousset et S. Detraz)

- 2020, n° 41, pp. 1777-1783.

- 2020, n° 18, pp. 884-890.

- 2019, n° 41, pp. 1811-1817.

- 2019, n° 18, pp. 886-893.

- 2018, n° 43, pp. 1939-1945.

- 2018, n° 16, pp. 788-795.

- 2017, n° 44, pp. 2005-2011.

- 2017, n° 13, pp. 629-635.

- 2016, n° 45, pp. 2047-2053.

OBSERVATIONS DE JURISPRUDENCE

Pour l'Actualité Juridique Pénal

- « Inconstitutionnalité de la visioconférence imposée devant la chambre de l'instruction : mêmes causes, plus d'effets », *AJ Pénal* 2020, p. 373.
- « Le principe de faveur et l'application immédiate du délit de solidarité », obs. sous Crim. 12 décembre 2018, *AJ Pénal* 2019, p. 92.
- « Cour d'assises, grèves des avocats et prolongation de la détention provisoire », obs. sous Crim. 27 mars 2018, *AJ Pénal* 2018, p. 316.
- « Les limites de l'anticipation de la répression : nouvelle abrogation du délit de consultation habituelle de sites internet terroristes », obs. sous CC, 15 décembre 2017, *AJ Pénal* 2018, p. 148-149.
- « Instruction à charge et à charge », obs. sous Crim. 26 avril 2017, *AJ Pénal* 2017, pp. 404-405.
- « Date d'appréciation de la durée raisonnable de la détention », obs. sous Crim. 26 avril 2017, *AJ Pénal* 2017, pp. 399.
- « Les contrôles d'identité discriminatoires et le satisfectif du Conseil constitutionnel », obs. sous CC, 24 janvier 2017, *AJ Pénal* 2017, pp. 239-240.
- « Responsabilité de l'Etat pour contrôles discriminatoires et charge de la preuve », obs. sous Civ. 1, 9 novembre 2016, *AJ Pénal* 2017, p. 89.
- « Notification au gardé à vue de la désignation d'un avocat par un proche », obs. sous Crim. 4 octobre 2016, *AJ Pénal* 2016, p. 598.
- « Affaire Lagarde : autonomie de l'infraction et appréciation souveraine de la commission d'instruction », obs. sous Crim. 22 juillet 2016, *AJ Pénal* 2016, p. 496.
- « Atteinte à la liberté individuelle : précision sur le délit », obs. sous Crim. 24 mai 2016, *AJ Pénal*, 2016, p. 383.
- « Perquisitions et protection du secret du délibéré », obs. sous Cons. constit. 4 décembre 2015, *AJ Pénal* 2016, p. 276.
- « L'auteur d'une prise illégale d'intérêt ne peut être son propre receleur », obs. sous Crim. 12 novembre 2015, *AJ Pénal*, 2016, p. 148.
- « Conventionnalité du non-renvoi d'une QPC », obs. sous CEDH, 17 septembre 2015, *Renard c/ France*, *AJ Pénal* 2016, p. 95.
- « Inefficacité stratégique de l'absence de l'avocat devant la cour d'assises », obs. sous Crim. 24 juin 2015, *AJ Pénal*, 2016, p. 38.
- « Transmission d'informations recherchées par un officier de liaison », obs. sous Crim. 1^{er} avril 2015, *AJ Pénal*, 2015, p. 550.
- « Clôture de l'instruction et assignation à résidence sous surveillance électronique », obs. sous Crim. 17 mars 2015, *AJ Pénal*, 2015, p. 499.
- « La nécessaire exécution de la transaction pour l'extinction de l'action publique », obs. sous Crim. 19 mai 2015, *AJ Pénal*, 2015, p. 443.
- « Respect de la saisine limitée aux dispositions civiles et faute de la victime conductrice », obs. sous Crim. 24 février 2015, *AJ Pénal*, 2015, p. 376.
- « La communication d'une commission rogatoire internationale n'interrompt pas la prescription », obs. sous Crim. 3 mars 2015, *AJ Pénal*, 2015, p. 327.
- « Inefficacité de la purge des nullités concernant les moyens ignorés par les parties », obs. sous Crim. 20 janvier 2015, *AJ pénal*, 2015, p. 263.

- « Bref (mais imprécis) délai pour statuer sur la décision provisoire après cassation », obs. sous Cons. constit., 29 janvier 2015, 2014-446 QPC, *AJ Pénal*, 2015, p. 209.
- « Cumul de qualités et délai unique pour soulever les nullités », obs. sous Crim. 25 novembre 2014, *AJ Pénal*, 2015, p. 156.
- « Le rappel du caractère accessoire de l'action civile », obs. sous Crim. 18 novembre 2014, *AJ Pénal*, 2015, p. 149.
- « Criminalité organisée : constitutionnalité du report de l'intervention de l'avocat lors de la garde à vue », obs. sous Cons. constit. 21 novembre 2014, 2014-428 QPC, *AJ Pénal*, 2015, p. 100-101.
- « Nullité de l'expertise : possibilité de désigner le même expert », obs. sous Crim. 26 février 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 430.
- « Principe de légalité et impossibilité de poursuivre la violation d'un acte administratif retiré postérieurement », obs. sous Crim. 4 mars 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 418.
- « Respect du contradictoire devant la chambre de l'instruction compte tenu de la faculté de prendre connaissance des réquisitions du ministère public », obs. sous Crim. 9 avril 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 362.
- « Précisions sur les recours contre l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel », obs. sous Crim. 5 février 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 306.
- « Instruction et publication d'actes par voie de presse : vérification systématique de l'atteinte à la présomption d'innocence », obs. sous Crim. 21 janvier 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 305.
- « Preuve contraire des procès-verbaux en matière contraventionnelle », obs. sous Crim. 15 janvier 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 254.
- « Délimitation temporelle de la transaction et recevabilité de l'action civile », obs. sous Cass. crim. 14 janvier 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 195.
- « Correctionnalisation : recevabilité de l'appel contre l'ordonnance de renvoi devant le tribunal pour enfants », obs. sous Cass. crim. 20 novembre 2013, *AJ Pénal*, 2014, p. 188.
- « Formes et délai d'appel : le ministère public est une partie comme les autres », obs. sous Cass. crim. 14 janvier 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 185.
- « Requête aux fins de désignation : la manifestation de l'intention de poursuivre du procureur interrompt la prescription », obs. sous Cass. crim. 22 janvier 2014, *AJ Pénal*, 2014, p. 142.
- « Délimitation de la portée de l'arrêt de règlement des juges et maintien en détention », obs. sous Cass. crim. 8 octobre 2013, *AJ Pénal*, 2014, p. 43.
- « Communication du réquisitoire définitif à l'avocat de la partie assistée : la chambre criminelle, interprète de la décision du Conseil constitutionnel », obs. sous Cass. crim. 25 juin 2013, *AJ Pénal*, 2013, p. 682.
- « Enquête officieuse et renvoi devant le tribunal pour enfants », obs. sous Cass. crim. 14 mai 2013, *AJ Pénal* 2013, p. 548.
- « Ecoutes téléphoniques : pas de nullité si l'existence et la teneur de la requête du procureur peuvent être établies », obs. sous Cass. crim. 5 mars 2013, *AJ Pénal* 2013, p. 479.
- « Loi de 1881 sur la liberté de la presse : constitutionnalité de l'allongement de la prescription, inconstitutionnalité des exceptions à l'*exceptio veritatis* », obs. sous Cons. constit. 12 avril 2013, 2013-302 QPC, et 7 juin 2013, 2013-319 QPC, *AJ Pénal* 2013, p. 410.
- « L'impossibilité d'aménager une peine d'emprisonnement sans sursis rapportée par le mandat de dépôt décerné par la juridiction correctionnelle », obs. sous Cass. crim. 27 février 2013, *AJ Pénal* 2013, p. 406.
- « Irrecevabilité des exceptions de nullité non soulevées *in limine litis* : de l'importance de la persévérance », obs. sous Cass. crim. 13 février 2013, *AJ Pénal* 2013, p. 352.

- « Accusé en fuite : le mandat d'arrêt décerné par la cour d'assises avant toute condamnation ne vaut pas mandat de dépôt », obs. sous Cass. crim. 22 janvier 2013, *AJ Pénal*, 2013, p. 286.
- « Le mandat de dépôt initial conserve sa force exécutoire nonobstant le supplément d'information ordonné par la chambre de l'instruction », obs. sous Cass. crim. 12 décembre 2012, *AJ Pénal*, 2013, p. 223.
- « Informations du tuteur ou du curateur d'un majeur protégé », obs. sous Cass. crim. 27 novembre 2012, *AJ Pénal*, 2013, p. 169.
- « Notification de la copie de la décision ordonnant une expertise aux ~~avocats des~~ parties », obs. sous Cons. constit. 23 novembre 2012, 2012-284 QPC, *AJ Pénal*, 2013, p. 109.
- « Justice des mineurs : le minimalisme du Conseil constitutionnel », obs. sous Cons. constit. 21 septembre 2012, 2012-272 QPC, *AJ Pénal*, 2013, p. 49.
- « Convocation par OPJ, contrainte et audition libre », obs. sous Cons. constit. 18 juin 2012, 2012-257 QPC, *AJ Pénal*, 2012, p. 602.
- « Harcèlement sexuel : précisions sur l'abrogation en raison de l'imprécision », obs. sous Cons. constit. 4 mai 2012, 2012-240 QPC, *AJ Pénal*, p. 482.
- « Le principe constitutionnel d'égalité impose l'enregistrement de toutes les gardes à vue en matière criminelle », obs. sous Cons. constit. 6 avril 2012, 2012-228/229 QPC, *AJ Pénal*, 2012, p. 423.
- « Restriction au libre choix de l'avocat lors de la garde à vue en matière de terrorisme : une inconstitutionnalité et une possibilité », obs. sous Cons. constit. 17 février 2012, 2011-223 QPC, *AJ Pénal*, 2012, p. 342.
- « Discipline des notaires : inconstitutionnalité de l'automatisme de la non-inscription sur les listes électorales en cas de destitution », obs. sous Cons. constit. 27 janvier 2012, 2011-211 QPC, *AJ Pénal*, 2012, p. 286.
- « Défaut d'identité des demandes parallèles et recevabilité d'une requête en nullité », obs. sous Cass. crim. 8 novembre 2011, *AJ Pénal*, 2012, p. 235.
- « Égalité exigée dans l'accès au remboursement des frais engagés à l'occasion d'une instance pénale », obs. sous Cons. constit. 21 octobre 2011, 2011-190 QPC, *AJ Pénal*, 2012, p. 168.
- « Garde à vue II : l'excès de pragmatisme du Conseil constitutionnel, garant de la non-méconnaissance des droits fondamentaux », obs. sous Cons. constit. 18 novembre 2011, 2011-191/194/195/196/197 QPC, *AJ Pénal* 2012, p. 102.
- « Communiqué du réquisitoire définitif aux ~~avocats des~~ parties », obs. sous Cons. constit. 9 septembre 2011, 2011-160 QPC, *AJ Pénal* 2012, p. 46.
- « Mandat d'arrêt et mandat d'amener : constitutionnalité, inconstitutionnalité et avancées législatives », obs. sous Cons. constit. 24 juin 2011, 2011-133 QPC, *AJ Pénal* 2011, p. 602.
- « Tribunal pour enfants : constitutionnalité de la composition, inconstitutionnalité de la présidence par le juge ayant instruit l'affaire », obs. sous Cons. constit. 8 juillet 2011, 2011-147 QPC, *AJ Pénal*, 2011, p. 596.
- « Enquête (ou non) de flagrance et pouvoirs des agents des douanes lors des auditions », obs. sous Cass. crim. 23 mars 2011, *AJ Pénal* 2011, p. 530.
- « Défèrement devant le procureur de la République : le Conseil constitutionnel entre continuité et changement », obs. sous Cons. constit., 6 mai 2011, 2011-125 QPC, *AJ Pénal* 2011, p. 471.
- « Révocation du contrôle judiciaire et durée de la détention provisoire » obs. sous Cass. crim, 22 mars 2011, *AJ Pénal* 2011, p. 421.
- « Liberté d'expression et prescription de l'exception de vérité », obs. sous Cons. constit. 20 mai 2011, 2011-131 QPC, *AJ Pénal* 2011, p. 414.

- « Retour sur l'appel de la partie civile contre la décision de correctionnalisation », obs. sous Cass. crim. 23 février 2011, *AJ Pénal* 2011, p. 368.
- « Frais irrépétibles : contrariété au principe d'égalité de la possibilité de remboursement au seul bénéficiaire de la partie civile » obs. sous Cons. constit., 1^{er} avril 2011, 2011-112 QPC, *AJ Pénal* 2011, p. 310.
- « Caractère non avenue de plein droit de l'arrêt de cour d'assises suite à l'arrestation de la personne jugée par défaut », obs. sous Cass. crim, 19 janvier 2011, *AJ Pénal* 2011, p. 245.
- « Constitutionnalité de la (non) motivation des arrêts d'assises » obs. sous Cons. constit., 1^{er} avril 2011, 2011-113/115 QPC, *AJ Pénal* 2011, p. 243.
- « Déséquilibre significatif : le droit « quasi-pénal » de la concurrence conforme au principe de légalité », obs. sous Cons. constit. 13 janvier 2011, 2010-85 QPC, *AJ Pénal* 2011, p. 191.
- « Procédure écrite et exigence du contradictoire pour l'examen des demandes de mise en liberté par le juge des libertés et de la détention », obs. sous Cons. constit. 17 décembre 2010, 2010-62 QPC, *AJ Pénal*, 2011, p. 136.
- « Inconstitutionnalité de la peine de publication de la décision de condamnation pour des faits de fraude fiscale », obs. sous Cons. constit. 10 décembre 2010, 2010-72/75/82 QPC, *AJ Pénal*, 2011, p. 76.
- « Revente à perte : rétroactivité *in mitius* et législation économique », obs. sous Cons. constit. 3 décembre 2010, 2010-74 QPC, *AJ Pénal*, 2011, p. 30.
- « Constitutionnalité de principe de la confiscation et renvoi au juge ordinaire pour le contrôle de la constitutionnalité de la confiscation en matière contraventionnelle », obs. sous Cons. constit, 26 novembre 2010, 2010-66 QPC, *AJ Pénal*, 2011, p. 31.
- « Caractère prioritaire de la question de constitutionnalité et détention provisoire », obs. sous Cass. crim. 2 septembre 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 556.
- « Opposition à la publicité de l'audience sur la détention provisoire devant la chambre de l'instruction », obs. sous Cass. crim. 22 juin 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 509.
- « Peines automatiques d'annulation du permis de conduire et de publication de la décision de condamnation », obs. sous Cons. constit. 29 septembre 2010, 2010-40 QPC et 2010-41 QPC, *AJ Pénal*, 2010, p. 501.
- « Notification (non) tardive des droits du gardé à vue », obs. sous Cass. civ 1^{re}, 27 mai 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 407.
- « La répression de l'outrage à magistrat », obs. sous Cass. crim. 13 avril 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 395.
- « Inconstitutionnalité de la non-inscription de plein droit sur les listes électorales en cas de condamnation pénale », obs. sous Cons. constit. 11 juin 2010, 2010-6/7 QPC, *AJ Pénal*, 2010, p. 392.
- « Précisions de la CJUE sur les contrôles d'identité et sur la question prioritaire de constitutionnalité », obs. sous CJUE, 22 juin 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 343.
- « Prescription du délit de favoritisme : la demande de renseignement émanant des agents de la mission interministérielle est un acte interruptif », obs. sous Cass. crim. 8 avril 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 296.
- « Validité de la non-motivation des arrêts d'assises », obs. sous Cass. crim. 20 janvier 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 245
- « La question prioritaire de constitutionnalité devant la chambre criminelle : première tentative de mise en œuvre », obs. sous Cass. crim. 2 mars 2010 et 19 mars 2010, *AJ Pénal*, 2010, p. 199.

- « Extension de la possibilité de mettre en mouvement l'action publique aux collectivités territoriales victimes de diffamation ou d'injure », obs. sous Cons. constit. 25 octobre 2013, 2013-350 QPC, *RFDC*, 2014, n° 99, p. 703.
- « Conformité des sanctions automatiques : rappel virtuel des exigences constitutionnelles », obs. sous Cons. constit. 28 juin 2013, 2013-329 QPC, *RFDC*, 2014, n° 97, p. 172.
- « Impartialité et discipline des avocats », obs. sous Cons. constit. 16 mai 2013, 2013-310 QPC, *RFDC*, 2013, n° 96, p. 999.
- « Le rappel d'exigences traditionnelles concernant le cumul de poursuites en matière de discipline des médecins », obs. sous Cons. constit. 17 janvier 2013, 2012-289 QPC, *RFDC*, 2013, n° 95, p. 715.
- « Constitutionnalité de la transmission successorale des amendes fiscales », obs. sous Cons. constit. 4 mai 2012, 2012-239 QPC, *RFDC*, 2013, n° 93, p. 220.
- « Constitutionnalité et inconventionnalité de la peine prévue pour le délit de séjour irrégulier : une opposition à préciser », obs. sous Cons. constit. 3 février 2012, 2011-217 QPC, *RFDC*, 2012, n° 92, p. 889.
- « Remboursement des frais engagés devant les juridictions pénales et équilibre des droits des parties », obs. sous Cons. constit. 21 octobre 2011, 2011-190 QPC, *RFDC*, 2012, n° 91, p. 595.
- « Défaut d'impartialité de la commission bancaire : d'une décision sans surprise aux effets inattendus d'une décision », obs. sous Cons. constit. 2 décembre 2011, 2011-200 QPC, *RFDC*, 2012, n° 91, p. 592.
- « La procédure de maintien en détention suite à une décision de correctionnalisation sauvée par la possibilité de demander ultérieurement la remise en liberté », obs. sous Cons. constit. 30 septembre 2011, 2011-168 QPC, *RFDC*, 2012, n° 90, p. 425.
- « La limite à la rétroactivité d'une nouvelle voie de recours est conforme à la Constitution », obs. sous Cons. constit. 13 juillet 2011, 2011-150 QPC, *RFDC* 2012, n° 89, p. 172.
- « Inconstitutionnalité de la prescription de l'exception de vérité en matière de diffamation », obs. sous Cons. constit. 20 mai 2011, 2011-131 QPC, *RFDC* 2012, n° 89, p. 163.
- « Déferrement post-garde à vue : de la divergence dans la terminologie à la concordance dans la protection », obs. sous Cons. constit. 17 décembre 2010, 2010-80 QPC, *RFDC*, 2011, n° 88, p. 856.
- « Communication d'informations et présomption d'innocence », obs. sous Cons. constit. 26 novembre 2010, 2010-69 QPC, *RFDC*, 2011, n° 87, p. 574.
- « Empreintes génétiques », obs. sous Cons. constit. 16 septembre 2010, 2010-25 QPC, *RFDC*, 2011, n° 85, p. 117.

Pour La Semaine Juridique (JCP G)

- « La caution solidaire et l'inopposabilité de la clause de conciliation », obs. sous Cass. com. 13 oct. 2015, *JCP G*, 2015, 1165
- « Le droit au juge, la caution solidaire et la contestation de la sentence arbitrale », obs. sous Cass. com. 5 mai 2015, *JCP G*, 2015, 584.
- « Pourparlers transactionnels : l'absence de reconnaissance de responsabilité implique l'absence d'interruption de la prescription », obs. sous Cass. Civ. 1^{re}, 5 févr. 2014, *JCP G*, 2014, 504.

Pour le Bulletin Joly sociétés

- « Imputation de l'ABS au dirigeant et précisions sur le cumul de qualifications », obs. sous Cass. crim. 9 sept. 2020, *BJS* janv. 2021, pp. 54-57.

- « Faillite personne : motivation de l'incapacité d'exercer une fonction élective publique », obs. sous Cass. crim. 1^{er} juil. 2020, *BJS* nov. 2020, pp. 37-38.
- « Non-communication du rapport du juge commissaire et droits de la « défense » », obs. sous CA Douai, 2-2, 27 fév. 2020, *BJS* juil.-août 2020, pp. 24 à 27.
- « Interdiction de gérer : contrôler n'est pas diriger », obs. sous Cass. com. 8 janv. 2020, *BJS* mars 2020, 33-535.
- « Non-renvoi de QC relatives au cumul de sanctions encourues en matière d'abus de biens sociaux », obs. sous Cass. crim. 11 sept. 2019, *BJS* 2020, pp. 45-48.
- « Cumul du prononcé de la faillite personne et de l'interdiction de gérer », obs. sous Cass. com. 24 mai 2018, *BJS* 2018, pp. 655-657.
- « Application immédiate de la loi plus douce pour le prononcé de l'interdiction de gérer », obs. sous Cass. com. 24 mai 2018, *BJS* 2018, pp. 520-522.